

[1]

BULLETIN D'INFORMATION

LA LUTTE DU MOUVEMENT

ETUDIANT TUNISIEN

NOUS AVONS PRIS L'INITIATIVE DE LA CONFECTION DE CE BULLETIN
POUR CONTRIBUER A L'INFORMATION LA PLUS LARGE ET LA PLUS RAPIDE
DE POSSIBLE DE L'ENSEMBLE DES MILITANTS.

L'ARGENT QUE RAPPORTERA LA VENTE SERA UTILISE POUR LA DEFENSE
des camarades EMPRISONNES

PRIX 100M

Sorti le 16 Janvier

BREF RAPPEL

Les élections pour le 18ème congrès de l'U.G.E.T. (le congrès s'est tenu à Korba, en août dernier) dégagèrent pour la première fois dans l'histoire du syndicat étudiant une majorité oppositionnelle de démocrates et de révolutionnaires. La minorité destourienne soutenue par les forces de répression du pouvoir (police politique et police parallèle, garde nationale ect.) parvint néanmoins à empêcher le déroulement normal des travaux du congrès, procéda à des élections irrégulières (sur 180 délégués au total, seuls 70 participèrent au vote) et conserva la direction de l'union.

Ce ne fut que partie remise. Dès la rentrée, des cahiers de doléances et des motions, signées par tous les délégués de l'opposition furent adressées au Ministère de l'Education. Celui-ci ne voulut pas en tenir compte. Les délégués réagirent en portant la chose à la connaissance de leur base. Une série de grèves fut alors déclenchée dont le mot d'ordre principal était: "CONTRE LA DIRECTION FANTOCHE, POUR DES REPRÉSENTANTS LIBREMENT ELUS".

En même temps la masse des étudiants, très ferme et très décidée, refusa de tomber dans le piège tendu par les révisionnistes qui en accord avec le Destour voulaient l'embrigader dans des corps. Par contre des délégations émanant directement d'assemblées générales de facultés furent élues et chargées d'entier en contact avec les autorités concernées. Celles-ci refusèrent de les recevoir. Devant ces refus successifs, l'idée de convoquer un congrès extraordinaire commença de prendre forme et de s'étendre. Des motions dans ce sens ont réunies les signatures de plus de 60% des étudiants inscrits à l'université. (Dans les AG ces motions étaient approuvées à l'unanimité).

Parallèlement à tout cela dans les grèves et les AG des sections les problèmes universitaires qui furent soulevés (rôle social de l'université; nature et contenu de l'enseignement et des programmes; méthodes d'enseignement...) témoignaient du profond malaise que ressentait l'énorme majorité des étudiants. Lors des dernières luttes, le malaise s'est transformé en mécontentement et le mécontentement en révolte.

FILM DES PRINCIPAUX EVENEMENTS: OCTOBRE 71 - JANVIER 72

-22 Octobre: 7 étudiants de l'Ecole Supérieure de Droit sont convoqués par la police politique. Après fortes menaces et insultes on leur fait signer des engagements où ils se déclarent prêts à rester tranquilles et à ne pas troubler l'ordre public.

-23 octobre: les étudiants tentent une descente sur l'éducation Nationale. La police intervient avec des autopompes. On a dénombré 3 camions de la B.O.P. (Brigade de l'Ordre Public) et environ une vingtaine de barbouzes de la police parallèle.

-28 octobre: Un grand nombre d'étudiants, essentiellement des nouveaux bacheliers, investissent le bureau de l'O.N.O.U. (office National des Œuvres Universitaires). Ces jeunes bacheliers, originaires pour la plupart du sud et des régions de l'intérieur, avaient été abandonnés à eux-mêmes, sans bourse, leurs propres ressources ne leur permettant pas de subsister plus d'une semaine à Tunis. Ils expriment leur colère à l'administration de l'office. Moatmeri, le directeur, leur dit qu'il n'y est pour rien, que c'est plutôt au ministère qu'ils doivent exposer leurs revendications. Les étudiants se dirigent alors vers le Ministère. Intervention des flics qui exigent la constitution d'une délégation de 4 personnes. Les étudiants acceptent. Les délégués sont désignés. Un seul finalement arrive à voir des "responsables" qui lui déclarent que le chef de cabinet est absent. Entre-temps, la police avait réussi à disperser les autres manifestants...

-30 novembre: assemblée générale dans chaque faculté. Les étudiants décident d'entreprendre une grève d'avertissement de deux jours; les 1 et 2 décembre 72.

-1 décembre: la grève est suivie à presque 100% dans les facultés de droit, de lettres et des sciences. Des groupes de discussion sont constitués (surtout en lettres et en droit). On critique la politique actuelle de l'éducation; on relie le problème de la sélection à celui de la faillite économique du régime.

-2 décembre: 2ème journée de grève. A la faculté des lettres: journée consacrée à l'échange d'informations politiques: les conditions de travail et d'existence des masses, les luttes populaires... la nécessité d'aller vers le peuple et de s'allier à lui est fortement par un grand nombre de militants. On se mit d'accord pour mettre sur pieds des équipes mobiles afin d'aller enquêter dans les milieux populaires. A la faculté de droit, la C.A. et le B.E. de l'U.G.E.T. au grand complet avec les membres du B.N.E.D. et des gorilles de la D.S.T. (les cinq qui ont "participé" au congrès de Korba) se réunissent en AG. La direction de la faculté leur avait accordé une salle après avoir refusé la même chose aux étudiants. Ceux-ci se réunissent quand même (les étudiants en lettres, avertis, étaient venus en renfort). Des groupes de discussions sont constitués.

A la faculté des sciences: discussion autour de la politique de l'éducation.

La faculté de médecine et l'E.N.I.T. n'ont pas suivi le mouvement.

LE PROCES DE SIMONE BEN OTHMAN

A la suite des événements de mars 68, la camarade Simone Ben Othman avait été expulsée de Tunisie (25 avril 1968), déclarée en "fuite" un peu plus tard, elle avait été (le 16 septembre 1968) condamnée - en même temps qu'une centaine de militants de l'opposition - à 5 ans de prisons par contumace pour "atteinte à la sûreté de l'état". Après la libération des derniers condamnés en mars 70 - libération assortie pour plusieurs d'entre eux de mesures de surveillance administrative - elle avait obtenu la levée de la mesure d'expulsion qui l'a frappée et était entrée dans le pays en juillet 1970 où elle avait épousé le camarade Ahmed ben Othman qui, lui-même, avait été condamné à 12 ans de prison ferme lors du procès de septembre 68.

Ahmed Ben Othman a de nouveau été arrêté le 21 avril 1971. SA détention dure depuis presque 10 mois. Il attend d'être jugé pour "complot contre la sûreté intérieure de l'Etat". Soul inculpé dans

dans ce "complot", il lui est reproché d'avoir écrit dans le journal clandestin "E l Amel Ettounisi" des articles d'analyses et d'information sur les luttes que mène notre classe ouvrière et notre peuple - luttes que le pouvoir en place tente en vain d'étouffer.

Le 10 février 1972, la cour de sûreté de l'état s'est "souvenue" de la condamnation par contumace de la camarade Simone Ben Othman et a donné l'ordre de l'incarcérer. La police l'a arrêtée à son domicile le jour même. Le 1 février, elle passait en jugement et était condamnée à deux ans de prison avec sursis. Le 5, elle était expulsée.

L'AFFAIRE DE L'ETUDIANT FERID BEN CHEHIDA

Ferid BEN CHEHIDA, étudiant en A.P.E.M. (faculté des sciences) après avoir comparu devant un conseil de discipline (I) a été renvoyé de l'Université

(I) Les conseils de discipline ont été institués par décret ministériel le 11 septembre 1970. Leur fonction est de réprimer les étudiants réfractaires (ou considérés tels) à la discipline imposée par l'administration. En d'autres termes, leur rôle est de perpétuer et de renforcer l'autorité des professeurs et la servilité des étudiants.

pour un an pour avoir, disent les autorités, manqué de respect à une Assistante. En fait l'Assistante était dans son tort et les étudiants ont unanimement décidé de réagir à l'exclusion de leur camarade. Ainsi le 21 janvier une grève était déclenchée à la faculté des sciences pour exiger sa réintégration.

C'est en rapport direct avec ces deux faits (procès de Simone Ben Othman et exclusion de l'étudiant Ben Chéhida) que l'actuel mouvement étudiant s'est mis en branle; mais dans son développement il est très vite sorti de ce cadre très particulier pour poser en termes clairs et fermes des problèmes fondamentaux: des problèmes de l'oppression et de l'exploitation du peuple et de la lutte contre le régime bourguibiste, régime dictatorial et vendu à l'impérialisme étranger.

TABEAU DES LUTTES ACTUELLES

- Samedi 29 Janvier: Meeting à la faculté des lettres. Assis-
tance très nombreuse. Le cas des camarades Ahmed et Simone Ben
Othman est posé en rapport avec la répression en Tunisie et de la
lutte pour les libertés politiques. Des étudiants proposent comme
mode d'action d'investir le Palais de justice le mardi 1er février
jour de l'ouverture du Procès de Simone Ben Othman. La grève des
cours est décidée pour lundi.

- Lundi 31 Janvier: Des A.G. ont lieu dans toutes les facultés
A la faculté de Droit, les étudiants se réunissent aux environs de
10 h et demi. Deux problèmes sont discutés:

= celui de l'étudiant renvoyé

= celui de l'étudiant et celui des camarades Ben Othman.
Le cas d'Ahmed Ben Othman est posé, ici aussi, en liaison avec les
récentes luttes populaires (ouvrières à Sidi Fathallah, paysannes à
El Haouaria etc...). La grève continuera pendant toute la journée.
L'idée de former des comités d'amphis est lancée. On se sépare
après avoir pris comme décision de se retrouver le lendemain devant
le palais de la justice.

- Mardi 1er Février: Des démobilisateurs, agissant pour le
compte des révisionnistes du PCT, tentent de jeter la confusion
parmi les étudiants. Cependant, au nombre de plusieurs centaines
ces derniers, comme convenu, se regroupent à l'intérieur du palais
de justice. La salle d'audience est pleine à craquer. Le Président
de la cour de sûreté, après quelques hésitations fait évacuer la
salle. Une manifestation est alors décidée. Les étudiants font preuve
d'une grande maturité et déjouent toutes les provocations des
policiers qui veulent les disperser. Maintenant leurs rangs compacts
ils traversent l'avenue Bab Bénat, la place Bab Souika, la rue de
l'Alfa, l'avenue de Londres, l'avenue de Paris, l'avenue Mongi Slim
pour déboucher enfin sur l'avenue Bourguiba où ils se regroupent
devant le Ministère de l'Intérieur avant de se disperser d'eux
même. Rendez-vous est pris pour le lendemain au campus universi-
taire.

- Mercredi 2 Février: Un meeting grandiose regroupe, à la
faculté de droit, quelques 4000 étudiants de toutes les disciplines.
On dénonce la répression qui s'abat sur les citoyens (exemple de
Ben Othman), des mines de phosphates, des vendeurs de journaux...);
on relie les revendications démocratiques générales à certaines
questions particulières aux étudiants: la direction fantôme de
l'UGET, la politique réactionnaire suivie dans l'enseignement, etc.
(le problème des bourses et de la probable augmentation du prix
des repas universitaires - qui passerait à 130m.- n'ont pas été
soulevés, étant considérés comme relativement mineurs.) Il a été
dans cette optique, un véritable ultimatum, voté par la quasi tota-
lité des participants, est adressé au gouvernement exigeant le droit
d'organiser un congrès extraordinaire de l'UGET et la réélection
de tous les membres du Bureau Exécutif, faute de quoi, prévient-on,

dant, on décide de poursuivre l'actuelle grève jusqu'à dimanche. Cinq commissions-"politique générale"; "affaires intérieures"; "affaires culturelles"; "presse et information"; "affaires syndicales"- composées de 4 étudiants de chaque faculté sont constituées pour organiser le congrès. Des groupes de discussion se forment. Leur thème central: La jonction avec le prolétariat. Des consignes sont lancées: rester calme, ne pas répondre aux provocations policières venir chaque jour de manière que la grève soit active, etc. Le mouvement, spontané et assez confus au départ, commence à prendre forme et à s'auto-organiser. La police est toujours présente sur les lieux. Son impuissance à contenir le mouvement est manifeste. Un orateur a affirmé lors du meeting que la BOP était dirigée et entraînée par des américains. (Au total, plus d'une centaine d'étudiants ont pris la parole ce jour là!).

-Jeudi 3 Février: Les étudiants, très nombreux, se réunissent en commissions (entre 500 et 1000 par commission). Dans les faits, c'est le congrès extraordinaire qui commence. Le service d'ordre est exemplaire. De larges banderoles sont accrochées sur les murs. Les mots d'ordre:

"Le peuple seul est le combattant suprême"
"Pas de démocratie sans droits politiques pour la classe ouvrière."
"Libérez Ben Othman"
"Non à la répression"
"La liberté, comme le pain, est un droit du peuple"
"Université-Usine, même combat"
"A bas les factôches de l'UGET"
"Bourgeois salauds le peuple aura vos peaux"
"Libertés de presse, liberté d'expression".

On écrit sur les murs des "Z" immenses. L'atmosphère est pleine d'allégresse et de sérieux. Un étudiant fait un réquisitoire d'une rare violence contre le communiqué de l'UGET de la veille où la camarade Simone Ben Othman est traitée de sioniste et d'agent de l'étranger. Plusieurs militants suivent son exemple et déclarent: "nous sommes tous des juifs!" (ce jeudi, les élèves de l'Ecole Normale des Professeurs Adjointes se sont joints au mouvement).

-Vendredi 4 Février: Dans la matinée, meeting à la faculté de droit. Les étudiants stigmatisent le pouvoir et son prétendu "complot sioniste". Un télégramme d'appui aux étudiants égyptiens en lutte est proposé. Un étudiant marocain prend la parole pour rappeler la situation du mouvement étudiant dans son pays. L'ouverture officielle du congrès extraordinaire est prévue pour le lendemain samedi. Les flics en civil sont nombreux; toutes les réunions se tiennent en plein air, les amphithéâtres étant fermés et les architectes n'ayant pas prévu -comme par hasard- de halls ou de préaux. La crainte se fait jour de voir les militants les plus actifs se faire arrêter. Des mesures sont prises pour que le mouvement continue s'ils venaient à l'être effectivement. (Les élèves de l'Ecole des Beaux-arts et de l'Institut Hôtelier et Touristique de Monastir se mettent en grève.).

-Samedi 5 Février: Après l'entrevue Bourguiba-Nouira du vendredi, le feu vert est donné à la police pour déloger le congrès extraordinaire. On utilisera une provocation: un grand nombre de fascistes de la jeunesse destourienne, levés en toute hâte dans les gouvernerats de Jendouba, Bêjâ, etc., envahissent le campus en hurlant "Yahya Bourguiba". Les étudiants répliquent: "Yahya Ech-Chaâb" (Vive le peuple). La bagarre éclate. Le doyen avertit la police; le processus est déclenché. C'est le déferlement. On matraque les étudiants en utilisant les crosses des fusils, on les enferme dans les voitures pie pour les tabasser à son aise, on frappe dans les côtes, sur le visage, on tord les bras...

Les étudiants s'échappent en direction de Djebel Lahmar où ils sont accueillis par la population qui leur clame son soutien : "nous sommes avec vous", "le peuple est avec vous", les femmes poussent des you-you.

Les B.O.P font irruption un peu plus tard à la cité de Ras Tabia à la recherche des "meneurs", ils font usage de bombes lacrymogènes. Les étudiants se réfugient sur les toits.

Une manifestation est décidée pour l'après midi, lieu de rendez-vous: l'Office de l'artisanat, avenue Bourguiba. Les mots d'ordre sont les mêmes que ceux des journées précédentes. Celui qui revient le plus : "le peuple seul est le combattant suprême".

La police est en place et en toute force, le centre de la ville est bouclé; les cars de la "garde nationale" affluent de partout. Les étudiants sont sauvagement matraqués. Une véritable chasse aux jeunes s'engage dans toutes les artères de la ville. Les grenades lacrymogènes fusent. Jusqu'au soir, les étudiants sont pourchassés. La police essaie de les coincer entre les voitures mais très souvent des automobilistes se rangent de leur côté et prennent à partie les B.O.P. Après ces événements, plusieurs dizaines d'arrestations ont été opérées.

Dimanche 6 février : les rafles continuent. On avance le nombre de 100 arrestations.

Lundi 7 février : Enorme manifestation : Place Pasteur. La police est débordée. De nouveaux militants sont arrêtés.

Mardi 8 février : Manifestations éclatent en plusieurs endroits à la fois. Le pouvoir s'affole. Les brigades de la B.O.P. quadrillent la ville prennent position dans les principaux carrefours et matraquent tout attroupement de plus de trois personnes sans distinction.

Nouira annonce la fermeture de l'Université pour le restant de l'année...

LE MOUVEMENT LYCÉEN

Le mercredi 2, l'agitation a gagné le Lycée de jeunes filles de la rue Pacha (Médina de Tunis). Les classes terminales se sont mises en grève pour deux jours. Les élèves revendiquent le droit de constituer une organisation syndicale autonome pour la défense de leurs intérêts propres (cf annexe). Lors des discussions, les lycéennes ont posé clairement et en termes justes des problèmes fondamentaux tels que ceux de la sélection, de la discrimination sociale, des rapports enseignants-administration-élèves, etc...

L'administration; débordée fait intervenir le directeur de l'enseignement secondaire. Son paternalisme et ses menaces ne font que raffermir les lycéennes dans leur volonté de lutte. Le lendemain, le mouvement de grève s'est étendu aux classes terminales de Sdiki, du lycée technique et de la rue de Russi. Les lycéens de Gafsa de Carthage et de la Nouvelle Ariana, d'Alaoui et de Bab El Khadra, les ont rejoint quelques jours plus tard. Le mouvement s'est ensuite déplacé aux lycées de l'intérieur : Sfax, Sousse, Bizerte, Mateur, Menzel Bourguiba...

Des Comités inter-lycées se sont formés. Samedi 5, des lycéens et des lycéennes sont descendus dans la rue. Le 8, on a manifesté devant la rue de Russie. Les flics sont intervenus en lançant des bombes lacrymogènes. Les filles se sont battues avec beaucoup de courage. L'agitation a même commencé à toucher, ces derniers jours les écoles primaires. On a pu voir des gosses de 6 à 13 ans manifester en criant : "A bas Bourguiba, A bas le Gouvernement", et jeter des pierres sur les flics qui ripostaient en les matraquant!! . Aujourd'hui enfin nous apprenons que tous les lycées et collèges de la République ont été formés au niveau du second cycle.

Le régime a à faire face maintenant non plus au seul mouvement étudiant mais à l'ensemble du mouvement de la jeunesse. Il ne s'en remettra pas.

LA GREVE AU LYCEE MIXTE DE CARTHAGE

Les symptomes du mécontentement des élèves apparurent dès le lundi 7. Les classes étaient très tendues, surtout les terminales, des élèves refusaient de suivre les cours. Le proviseur (Mohsen EL AYARI) et le surveillant général (Raouf Ben ALI) avaient tenté sans grand résultat de les apaiser.

Le mardi 8, les élèves organisent un rassemblement devant le lycée. Le proviseur est traité de butagez et de mètre-cube (le sieur est plutôt de forme cubique). Sur le rythme d'une chanson orientale النشائي النمرخ
ils reprochaient تقرا و ما تقراش المستقبل ما ثمنناش

Les flics, accourus en toute vitesse, se font huer et insulter.

L'après-midi une partie des élèves reprend les cours mais l'atmosphère reste très lourde.

Le mercredi 9, l'établissement est encerclé par les P.M (police militaire) et des flics de la BOP appelés par le proviseur. Très peu d'élèves acceptent de regagner les classes. Un grand rassemblement se tient dans la cour. Même ceux du premier cycle sont présents. Les élèves scandent: "à bas le gouvernement", "les flics sont des vendus", "envoyez les au pâturage", "adieu l'enseignement"... A 9H15, les BOP se lancent à l'attaque; les élèves sont sauvagement matraqués, plusieurs garçons et filles sont blessés. Les élèves se réfugient dans les couloirs mais plusieurs professeurs refusent de les accueillir dans les salles. A 9H30, le proviseur invite les lycéens à quitter l'établissement en promettant sa protection jusqu'à la gare. Une fois dehors, les flics, dirigés par Skhiri garde corps personnel de BOURGUIBA (le palais présidentiel est à quelques mètres du lycée) reflent plusieurs élèves.

Quelques professeurs exigèrent du proviseur son intervention pour la libération des élèves arrêtés. Celui-ci répondit qu'il s'agissait d'affaires politiques qui dépassaient ses compétences (les élèves arrêtés ont une moyenne d'âge de 15 ans ils sont des "mineurs")

Une heure plus tard, tout le monde est relâché, les flics s'étaient aperçus qu'ils avaient à faire à des fils de bonne famille (il y avait un BEN AMMAR, UN SLIM, le fils d'un chef de service à la sûreté, le fils du cuisinier de BOURGUIBA etc...)

Après ces événements, le ministère a décidé de suspendre les cours pour le deuxième cycle. L'après-midi, cependant les élèves du premier cycle se déclarent solidaires de leurs aînés et refusent de regagner les classes. Le lycée a été fermé le lendemain jeudi.

Document I Motion des étudiants du 2/2/72

Nous étudiants de l'université de Tunis réunis en meeting général au campus universitaire le 2/2/72 à 13h

- Considérant l'absence de toute liberté démocratique dans notre pays
- Considérant la juste lutte des étudiants contre les forces anti-démocratiques se manifestant de plus en plus dans notre pays.
- Considérant les tentatives de division des forces démocratiques par des campagnes de dénigrement menées par les organes d'information du gouvernement auprès du peuple
- Considérant les agissements anti-statutaire et anti-démocratiques d'une minorité qui a usurpé par la force la direction de notre union.
- Considérant que ces pratiques ont privé la majorité des étudiants d'un syndicat légal, authentique et représentatif.
- Considérant les mouvements de grève et les assemblées générales organisées par les masses étudiantes pour protester contre cet état de fait.

Nous étudiants de l'université de Tunis:

- Considérons que l'étudiant est en plein droit d'exprimer son opinion sur l'ensemble des problèmes se posant à son pays
- Jugeons que les fausses informations diffusées par le gouvernement constituent une atteinte aux objectifs éminemment démocratiques de notre mouvement et une tentative de mystification de l'opinion publique
- Jugeons que "l'affaire BEN OTHMAN" est un exemple de la répression exercée contre les forces démocratiques en Tunisie et que notre soutien à cette "affaire" n'est pas spécifiquement lié à la personne des camarades AHMED et SIMONE BEN OTHMAN mais constitue une des manifestations de notre soutien aux luttes démocratiques dans notre pays.
- Certifions que notre lutte ne subit l'influence d'aucun mouvement intérieur ni extérieur.
- Reprochons aux autorités que ceux qu'elles qualifient de "représentants des étudiants" à la tête de l'U.G.E.T. ne représentent en vérité qu'une infime minorité qui a bafoué le règlement intérieur et le statut de notre union.
- Manifestons la volonté d'obtenir un congrès extraordinaire qui puisse garantir la représentativité authentique des étudiants.

UNISSONS-NOUS POUR UNE U.G.E.T. AUTONOME ET DEMOCRATIQUE.
CONTINUONS NOTRE GRÈVE JUSQU'À LA RÉPONSE DES AUTORITÉS.
MOBILISONS-NOUS POUR LA TENUE D'UN CONGRÈS EXTRAORDINAIRE

TOUS UNIS POUR LA DÉFENSE DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES
DANS NOTRE PAYS.

Document II : Communiqué du 2/2/72

Un meeting général s'est tenu au Campus Universitaire de Tunis à la suite duquel une grève générale a été déclenchée.

Un ultimatum a été lancé au gouvernement demandant la tenue d'un congrès extraordinaire de l'U.G.E.T., congrès revendiqué avec force depuis le début de l'année universitaire. Des commissions ont été constituées pour la préparation de ce congrès, et des débats se poursuivent chaque jour au Campus avec la participation d'une majorité des étudiants; au départ le mouvement fut déclenché pour soutenir les camarades AHMED et SIMONE BEN OTHMAN dont la condamnation n'est qu'un aspect de la violation des principes démocratiques, violation perpétuée et accentuée de jour en jour dans notre pays. Le déroulement illégal du congrès et la mise en place, par la force, d'une direction fantôme en est un second aspect.

La masse des étudiants de Tunisie, réclame dans le cadre de ce mouvement, une représentation authentique et un syndicat autonome.

TOUS UNIS POUR LA DEFENSE DES LIBERTES DEMOCRATIQUES DES ETUDIANTS
DE TUNIS MOBILISES AU CAMPUS.

(Les étudiants Tunisiens mobilisés au campus Universitaire)

Document III : Appel aux lycéens et lycéennes

Camarades élèves,

Notre mot d'ordre essentiel reste la constitution d'une UNION NATIONALE DES ELEVES TUNISIENS (U.N.E.T.), cadre unique qui pourrait résoudre nos justes revendications

Malgré toutes les difficultés surtout matérielles pour la convocation et la réalisation de cette organisation (difficultés de contact, de coordination, difficultés temporelles, ...) il est nécessaire de trouver une solution temporaire et immédiate. Cette solution consisterait à constituer un Comité Nationale groupant les délégués de chaque lycée et collège de la République Tunisienne qui irait contacter le Ministère de l'Éducation Nationale:

-Pour faire aboutir nos revendications.

-Pour préparer les structures de notre Union Nationale des Elèves Tunisiens

VIVE LE MOUVEMENT JUSTE ET SOLIDAIRE DES ELEVES TUNISIENS.
QUE VIVE L'U.N.E.T.

(Les élèves du lycée Sadiki)

Document IV : Motion des lycéennes de la rue de Pacha

Nous élèves des classes terminales du lycée de jeunes filles de la rue de Pacha:

-Agissant solidairement avec nos camarades élèves des autres lycées de la République

-Nous avons décidé l'arrêt des cours pour réfuter les mesures imposées par les autorités.

-Nous répudions le système sélectif tel qu'il découle de la programmation de l'administration et de l'organisation des disciplines enseignées. Tout le monde est conscient de la dénaturation de l'examen du baccalauréat qui s'est transformé en concours d'admission.

Rappelons à ce sujet les exclusions massives de nombreux élèves du primaire et du secondaire décidées par les autorités les justifiant par la "rentabilité" de l'enseignement sans que des solutions suffisantes soient prises pour réorienter ces élèves réprimés.

+ Nous exigeons la représentativité démocratique des élèves au niveau des conseils de classe et du conseil de discipline

+ Nous demandons à être consultés pour l'élaboration des programmes.

+ Nous demandons la révision des coefficients.

COMITE D'ACTION ET DE LUTTE (CAL UGET- PARIS).

Le 8 février 1972, s'est tenu à la maison Tunisie un grand meeting de solidarité avec nos camarades en lutte à l'Université de Tunis.

Cette réunion, convoquée à l'origine par les membres de la commission administrative fantôme résident à Paris, a immédiatement pris le caractère d'une réunion de dénonciation de ces éléments solidaires de ceux qui, à Tunis, ont appelé à la répression.

Il est ainsi qu'une motion de défiance a été adoptée à l'écrasante majorité des quelques 500 étudiants présents.

Dans la même motion, l'A.G. a décidé l'élection d'un bureau de séance.

Grâce au sang froid des étudiants et en dépit de la volonté d'obstruction des éléments démis de la poignée de leurs partisans et alliés.

Le bureau de séance a été élu par acclamations.

Lecture a été donnée ensuite de certains textes adoptés par l'A.G. réunie à Tunis au cours de la semaine dernière.

Les participants à l'assemblée ont par leurs ovations affirmé clairement leur soutien aux camarades en lutte et ont dénoncé en terme énergiques la répression qui s'amorce.

Le principe de l'élection d'un CAL-UGET Paris a été par la suite adopté sur la base des objectifs du mouvement en lutte à Tunis, ce comité a été élu par acclamations.

Dans des interventions longuement applaudies, des camarades de l'association des étudiants irakiens en France et de la GUPS ont apporté leur soutien au mouvement en lutte à Tunis et à l'A.G. de Paris.

Le camarade de la GUPS a notamment dénoncé le recours par le gouvernement tunisien aux argumentations xénophobes et racistes pour tenter d'isoler le mouvement.

Paris le 9-2-72.

COMITE D'ACTION ET DE LUTTE (CAL-UGET- PARIS).

Motion Préjudicielle présentée en début de séance au cours de l'A.G. de Paris (Le 8-2-72)

Prenant acte de l'initiative de convocation de la présente A.G.

-Considérant l'attitude indigne adoptée par la direction fantôme de l'UGET qui ouvertement appelle à la répression.

-Compte tenu des mots d'ordre et objectifs que nos camarades de Tunis se sont assignés et qui ont abouti à la dissolution, lors de l'ouverture du Congrès extraordinaire, de la Commission Administrative mal élue.

L'Assemblée souveraine décide:

-d'élire un bureau de séance pour la présente Réunion.

-Appelle le bureau en place à se plier à la décision votée par la majorité des participants et le met solennellement en garde contre toutes les conséquences que son refus pourrait engendrer.

-Réaffirme sa volonté d'assurer un déroulement normal du présent meeting de solidarité.

Paris Le 9-2-72.

Declarati6n du repr6sentant de la G.U.P.S.

Camarades,

Au nom des 6tudiants Palestiniens, nous vous saluons et saluons les masses estudiantines qui n'ont jamais cess6 de mener une lutte opiniâtre contre la r6pression en Tunisie et pour la libert6 et la d6mocratie. Nous leur exprimons aussi notre reconnaissance au soutien qu'ils apportent 6 la r6volution Palestinienne.

La lutte du Peuple Palestinien contre le sionisme, l'imp6rialisme, et la r6action Arabe malgr6 les complots perp6tr6s contre nous par le sionisme, l'imp6rialisme et la r6action Arabe et 6 sa t6te le b. boucher Hussein, ne cesse de s'amplifier.

Le v6ritable alli6 de la r6volution Palestinienne est le peuple Tunisien et tous les peuples arabes et non les gouvernements r6actionnaires arabes.

Le gouvernement Tunisien qui a expuls6 la d6l6gation des 6tudiants Palestiniens au cours du colloque international tenu 6 Bizerte en 6t6 70 parce qu'elle a refus6 la capitulation et l'acceptation du fameux plan Rogers.

Ce gouvernement, pour entretenir la confusion et d6samorcer le mouvement populaire a orchestr6 une campagne x6nophobe et raciste en traitant la Camarade r6volutionnaire Simone Ben Othman "d'agent du sionisme" 6 cause de son origine juive.

Le peuple Palestinien a toujours fait la distinction entre sioniste et juif et il existe au sein de la r6sistance palestinienne des Fedayin d'origine juive qui ont sacrifi6 leur vie pour la lib6ration de la Palestine comme le camarade William Nassar et Kamel Ennoumiri, qui sont d6tenus dans les prisons de l'6tat sioniste.

VIVE LA LUTTE DES 6TUDIANTS POUR LA LIBERT6 ET LA D6MOCRATIE
VIVE LE SOUTIEN DU PEUPLE TUNISIEN 6 LA R6VOLUTION PALESTINIENNE
R6VOLUTION JUSQU'6 LA VICTOIRE.

R6sum6 de la d6claration d'un repr6sentant des 6tudiants Irakiens

Un repr6sentant des 6tudiants Irakiens a exprim6 son soutien aux luttes des 6tudiants Tunisiens contre le pouvoir dictatorial en Tunisie. Il a aussi parl6 des luttes estudiantines en Irak et de la r6pression qui s'abat de plus en plus sur les d6mocrates et r6volutionnaires Irakiens.

EXTRAITS DE LA PRESSE REVISIONISTE

(...) Il ne s'agit donc pas de s'empresser de **recourir** de suite et uniquement à la grève, générale et répétée. Il ne s'agit pas non plus de mêler à des revendications syndicales qui réalisent l'unanimité, des mots d'ordre aussi irréalistes que ceux de la tenue d'un congrès extraordinaire et de l'élection d'une nouvelle C.A.(...)

(...) Mais vouloir s'éterniser dans la dénonciation de ce qui s'est passé au congrès de Korba et engager l'action des étudiants dans la contestation des élections de la C.A., c'est détourner ces étudiants des problèmes du moment, ceux de la défense des revendications. (...)

(...) C'est pourquoi les étudiants communistes ne se laisseront pas de mettre en garde les masses étudiantes contre les agissements des gauchistes et autres irresponsables dont le souci du narcissisme et du spectacle n'a d'égal que leur mépris, dédaigneusement affiché, à l'égard de toute action méthodique, réfléchie et efficace en faveur des revendications universitaires, matérielles ou morales. Les étudiants communistes affirment la nécessité de ne pas rompre avec la direction actuelle de l'U.G.E.T., de travailler dans le cadre de l'organisation et conformément à ses statuts.(...) ("Espoir" Janvier-72.)

EXTRAITS DE LA PRESSE GOUVERNEMENTALE

"L'action" du 2/2/72.(p.I): "Ils ont voulu, cette fois, exploiter la comparution devant la justice de la nommée Simone Lellouche de nationalité française. Agée de 34 ans, celle-ci avait été arrêtée le 10 Janvier 1972 à son arrivée à Tunis, venant de France, en exécution d'un jugement de la cour de sûreté de l'Etat en date du 19 Septembre 1968 la condamnant par contumace à une peine de prison!"

"L'action" du 3/2/72.(p.I): "L'U.G.T.T. surprise par les agissements regrettables d'une poignée d'éléments perturbateurs, irresponsables et inconscients, déplore que nos étudiants aient fait cause commune avec Simone Lellouch qui est, on le rappelle-condamnée par la juridiction tunisienne. -Etrangère à l'Université. -Résidente à l'étranger L'U.G.T.T. tient à souligner de tels agissements ne peuvent que servir les intérêts sordides. -Du sionisme destructeur, incarné aussi bien par Simone Lellouche que par Cohn Bendit."

-De fils d'anciens collaborateurs du régime colonial et autres
fils d'anciens Caïds...-De la gamme d'anarchistes de
tous bords...

L'U.G.T.T. qui a toujours été aux côtés des étudiants pour l'amélioration de leur condition de vie, ne permettra en aucun cas à Simone ni à Cohen ni au sionisme de perturber la marche de notre pays vers le progrès. L'U.G.T.T. et la masse des étudiants, fils de résistants, de patriotes qui ont consenti tant de sacrifices pour la libération de leur pays ne permettront en aucun cas à Simone de refaire en Tunisie ce que Cohen a réussi en France.

L'"Action" du 4/2/72 (p.1) M. Mounir Béji (membre du bureau exécutif de l'U.G.R.T.) a expliqué au cours de la conférence que les événements qui ont perturbé les cours à l'Université sont la conséquence d'une campagne fomentée et orchestrée de l'étranger par des éléments d'extrême gauche d'obédience "Perspectiviste" et qui visent à semer le trouble et la subversion au sein de l'Université de Tunis et par delà même à saper le régime.

La "Presse" du 5/2/72 (p.5): Ces éléments perturbateurs, dit M. Sayah, (Ministre des Travaux Publics et de l'Habitat) qui utilisent des slogans creux et n'hésitent pas à recourir à la brutalité pour empêcher leurs camarades d'assister aux cours, n'ont pas le courage nécessaire d'exprimer publiquement leurs idées. Ils préfèrent au contraire s'infiltrer dans les rangs des étudiants et avancer de faux prétextes en vue de semer l'anarchie. Le dernier de ces prétextes a rappelé le ministre, a été le cas de Simone Lellouche, une juive de nationalité française. C'est ainsi qu'il est apparu clairement que derrière cette perturbation se cachaient des desseins sionistes, comme ce fut le cas en France en Mai 1968 avec un autre juif, Cohn Bendit. M. Sayah a également indiqué que la majorité des étudiants ont besoin d'être orientés afin qu'ils puissent s'opposer vigoureusement aux agissements des ces éléments destructeurs maniés de l'étranger.

L'"Action" du 9/2/72 (p.4): Tout en supposant que les membres du bureau de l'U.G.R.T. ont été élus illégalement, a pour suivi M. M'Zali (Ministre de l'Education Nationale), la grève est injustifiée puisque cette question intéresse uniquement les étudiants et n'est nullement du ressort du gouvernement. Ils auraient pu dans le cas où leurs allégations auraient été fondées, provoqué une assemblée générale et élire un nouveau bureau. Mais la vérité est ailleurs. Des éléments possédés par une "hystérie idéologique" et qui sont en rapport avec des

mouvements étrangers, entendent créer un "état révolutionnaire" qui déboucherait sur une lutte de classes. Ils entendent détruire toutes les valeurs historiques et religieuses de la Nation en portant leurs coups dans le domaine où l'Etat a obtenu l'un de ses plus grands succès, à savoir l'enseignement. Mais le schéma social de la Tunisie et ses réalités humaines ne prêtent en aucune façon à l'application de telles théories.

L'Action du II/2/72 (p.3): S'adressant aux parents le Secrétaire Général Adjoint du Parti (M. Masmoudi) a dit: "il faut que vous sachiez qu'il y a une crise, c'est la crise de l'autorité des parents. Si les parents ne parvenaient pas à rétablir l'autorité qu'ils avaient sur leurs enfants et s'ils n'arrivaient pas à ramener ceux-ci à la raison, il les verraient suivre des idéologies, adopter des slogans, écouter enfin les paroles de Marx, de Marcuse et de Michel Aflak plutôt que la "parole des parents"."

(p.7): Quant à nous travailleurs, (dit Habib Achour S.G. de l'U.G.T.T.) nous avons foi au Socialisme Destourien et à son promoteur, le président Bourguiba. Si la Russie, Cuba, la Chine ont leur socialisme propre, pourquoi, nous, tunisiens, n'aurions pas le nôtre propre....

Vous savez ce qui s'est passé en Chine, on y a fermé l'université pendant 2 années; les travailleurs ont pris la place des étudiants. C'est ce qu'on appelle la Garde Rouge en Chine et en Russie. Quant à nous, Tunisiens nous avons notre propre socialisme, incarné par la politique de notre Parti Socialiste Destourien, qui a été approuvé par le peuple et dont les travailleurs tunisiens sont les gardiens vigilants.

.... Nous ne tolérons jamais une grève à cause d'une femme sioniste... J'affirme pour conclure que la "Garde Rouge" du Parti, c'est l'U.G.T.T. qui assumera toujours sa responsabilité, pleine et entière dans la défense et la sauvegarde des acquis de la nation.

الاتحاد العام للطلبة والمدريين المرطانيين .
فروع تونس

نظرا للظروف الحاسمة التي تعيشها الجامعة التونسية في
الوقت الحاضر

نظرا لشرعية المطالب التي تحرك الطلاب التونسيين من أجلها
نظرا لحق الطلبة الكامل في الدفاع عن حقوقهم والحفاظ على كيانهم .
نظرا لأن للطلبة التونسيين كامل الحق في انتخاب من يمثلهم
دون أن يفرض عليهم من الخارج .

نظرا لايماننا الكامل أن التطلبات الطلابية واحد وان تعددت جهاته
وتتمسك بالخط العام الذي رسمه الاتحاد العام للطلبة والمدريين
المورطانيين من تأييد كل حركة ديمقراطية تناضل ضد الامبريالية
وتحمل لانتزاع حقوقه الشرعية .

نظرا لهذا كله فلهذا نحن الطلبة المورطانيين الموجودين في
تونس نقدم تأييدنا الكامل وبدون أي تحفظ للموقف الجاري الذي اتخذته
الطلاب التونسيون من قضيتهم المعادلة .

عاش النظام الطلابي

عاشت الديمقراطية والحريية .

تسقط الامبريالية المعادية وحليفاتها .

تونس 4 فيفري 1972 .

L'UNION GENERALE DES ETUDIANTS ET DES STAGIAIRES MAURITANIENS
SECTION DE TUNIS.

- Considérant la situation particulière que traverse actuellement l'Université.
- Considérant la légitimité des revendications pour lesquelles sont mobilisés les étudiants tunisiens.
- Considérant le droit absolu pour les étudiants de défendre leurs intérêts et de sauvegarder leur autonomie.
- Considérant le droit pour les étudiants tunisiens d'élire leurs représentants sans aucune intervention extérieure.
- Considérant notre conviction que la lutte estudiantine est une bien qu'elle puisse être menée sur plusieurs fronts.
- Considérant notre attachement à la ligne de l'Union Générale des étudiants et des stagiaires mauritaniens de soutenir tout mouvement démocratique luttant contre l'impérialisme et oeuvrant pour arracher ses droits légitimes.

Nous étudiants mauritaniens en Tunisie, exprimons notre soutien total et sans restriction aux positions des étudiants tunisiens à propos de leurs justes revendications.

VIVE LA SOLIDARITE ETUDIANTE. VIVENT LA DEMOCRATIE ET LA LIBERTE.

A BAS L'IMPERIALISME INTERNATIONAL ET SES VALETS.

Tunis 4 Février 1972 .

Document III Recit d'une étudiante

Samedi matin à 8 heures, pour entrer à la faculté de droit il fallait montrer sa carte aux gardiens; vers 8 heures et demi un rassemblement assez grand d'étudiants s'est fait devant les portes de la fac. et nous avons pénétré de force. il n'y avait apparemment pas de flics à ce moment. Nous avons réussi à avoir la tribune ainsi que le silence. on a à peine fini la lecture de l'un des rapports des différentes commissions que des provocateurs ont commencé à crier des slogans tels que "vive Bourguiba" ou à chanter "Houmat El hima" nous leurs répondions par "vive le peuple" et par les vers de Chabbi "Idha echaâbou yaouman...". Les provocateurs ont apporté un haut-parleur super puissant pour nous empêcher de suivre le compte rendu des travaux des commissions; malgré cela nous ne sommes pas occupés de cette minorité; c'est à ce moment que les grenades lacrymogènes ont été lancées; on étouffait, on avait les larmes aux yeux, c'était affreux. On a brisé deux portes en verre de la buvette pour pouvoir échapper aux B.O.P. qui couraient derrière nous et frappaient à tort et à travers. Le Djebel Lahmar n'étant pas loin, on a pris cette décision et on s'est tenu en groupe de 3, 4 ...; on courait fuyant les flics et criant "VIVE LE PEUPLE"; plusieurs sont tombés dans la boue, évanouis, mais on était presque tous solidaires et on se tenait les uns les autres.

Arrivés devant les gourbis on criait à la population que c'était pour eux qu'on luttait; au milieu de notre course on leur lançait toutes sortes de phrases explicatives. Les gens sortaient de leur gourbis et comprenant notre cause ils nous aidaient en nous donnant à boire et on nous offrait refuge tout en nous accompagnant de "YOUYOUS" des femmes. Arrivés au petit centre de Djebel Lahmar on a trouvé les flics qui encerclaient. Le je me suis arrêté, je ne pouvais plus continuer malgré toute ma volonté. je suis entré dans une maison avec un camarade, maison où on nous a bien reçu, où on nous a offert à boire et à manger bien que l'appétit nous manquait. Nous avons expliqué à la femme qui nous a reçu pourquoi nous agissions ainsi et elle en était toute convaincue; elle disait: "à la radio ils déforment la réalité parcequ'ils ne veulent pas partager avec nous leur grand morceau de viande..."

Nous y sommes restés près de dix heures; par la suite la femme est sortie pour voir si les flics étaient toujours dans les parages et constatant leur départ nous sommes sortis; elle a tenu quant même à mettre son "Sofsari" et à nous accompagner jusqu'à ce que nous ayons trouvé un taxi qui nous a emmenés à Tunis. Mais bien des camarades ont été pris dans les gourbis où ils s'étaient réfugiés, surtout que ni taxis même vide; ni autobus ne prenaient les étudiants pendant les événements. Nous sommes allés ensuite dans les restaurants pour nous renseigner; il paraît que de nombreux étudiants ont été arrêtés. Ceux qui étaient à la tribune y ont échappés. L'ordre de poursuivre la grève illimitée a été donné auparavant si le congrès venait à être perturbé et si le syndicat n'était pas créé. Cet après-midi on a parlé d'un rassemblement à 14 h, Av. Bourguiba mais à l'heure prévue il n'y avait que des flics et plein d'étudiants qui faisaient le va-et-vien; je ne sais si le rassemblement a eu lieu par la suite; j'ai appris quomême dans les Cités U. où certains se sont réfugiés, on vérifiait les cartes de résident, de même que des grenades lacrymogènes ont été lancées à Ras Ettabia.

La radio annonce que deux gardiens ouvriers ont été blessés par les étudiants...

+ Nous souhaitons une reconnaissance de la part de nos professeurs et que les rapports qui nous lient ne soient pas d'autorité.

+ Nous soutenons le mouvement étudiantin dans ses justes revendications démocratiques, notamment pour un congrès extraordinaire réellement représentatif.

+ Nous luttons pour la création d'une Union Nationale des Elèves Tunisiens (U.N.E.T.)